le quotidien
# rouge
journal d'action communiste

LUNDI 22 AVRIL 1974
NUMERO 1 — 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

## OSER !

Prendre la décision. Improviser une équipe. Trouver du papier malgré la pénurie organisée.

Bref créer un quotidien, en une semaine, à marche forcée , c'était une gageure, un coup d'audace.

Et voici le No 1 du « *Quotidien Rouge* ».

Goût de la performance ? Non point. Volonté de faire entendre, le mieux possible, une voix révolutionnaire dans cette campagne en dentelles, où tout le monde se veut « social ». Où s'alignent enchères et surenchères électorales. Au point qu'on se demande si Chaban et Giscard étaient bien ministres hier et aujourd'hui, et si, hormis Royer , il existe encore une droite fière de l'être. Heureusement, le soutien des CDR à Chaban et des fascistes de Faire Front à Giscard sont là pour le rappeler.

Face à cette majorité en débandade, la candidature unique de la gauche suscite un immense espoir parmi les travailleurs. Au point que, l'œil suspendu au baromètre des sondages, certains oublient les trahisons d'hier, fondent d'indulgence devant les compromis d'aujourd'hui. Et veulent oublier l'expérience brûlante du Chili.

Il faut donc se faire entendre, malgré la cacophonie électorale. Il le faut plus que jamais.

Il y a bien la radio, la télé, mais il faut en plus un instrument militant. Pour lutter pied à pied, contre les petits compromis quotidiens qui finissent par de grandes capitulations. Pour donner la parole à ceux qui ne respectent pas la trêve électorale. Pour organiser la solidarité. Pour tracer dès maintenant le partage entre l'impasse réformiste et la voie révolutionnaire qu'il faudra défendre contre les illusions électorales, parlementaires, contre les appels à la « responsabilité » et au « dévouement national ». Surtout si Mitterrand est élu.

Il faut, vu l'ampleur des batailles, un trait d'union quotidien entre quelques milliers de militants, de sympathisants et de lecteurs. Il faut une tribune pour mener collectivement les débats, dissiper les confusions, face à des problèmes difficiles.

C'est à quoi nous nous engageons.

Mais pour tenir, nous aurons besoin du soutien financier des lecteurs (le journal n'a pas bénéficié de campagne publicitaire préalable, le prix du papier est monté en flèche). Nous aurons besoin d'un dense réseau de correspondants, de collaborateurs, d'informateurs.

L'entreprise est osée. Elle dépend maintenant de vous autant que de nous.

le quotidien ROUGE

# CHABAN D'ESTAING VOUS EN DONNE PLUS

## MLAC : 8.000 dans la rue

(P. 7)

## Frey : flic constitu/ /tionnel

(P. 2)

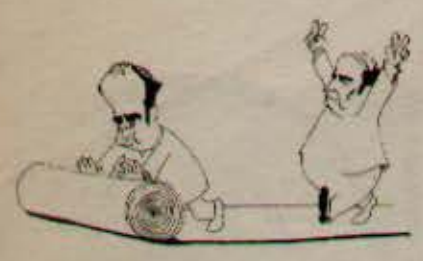
## Mende : chef-lieu de la torture

(P. 7)

## interview d'Alain Krivine

## *« Pourquoi nous voterons Mitterrand au deuxième tour »*

(P. 5)



# LA REPUBLIQUE NOUS APPELLE

Plus de 4000 personnes à Bordeaux. Plus de 4000 à Clermont-Ferrand : double succès psychologique et numérique de Mitterrand dans les fiefs respectifs de Chaban et de Giscard. C'est aussi une façon d'apparaître comme le candidat de tous les Français. Mitterrand y tient d'autant plus que ses chances prennent tournure et que, déjà, le débat sur la composition éventuelle d'un gouvernement de gauche a démarré. De son côté, Gaston Deferre a en effet affirmé à Périgueux samedi : **« J'accepterai le poste que François Mitterrand me confiera ».**

Déjà, pendant la campagne législative de 73, Mitterrand avait annoncé que si la gauche gagnait, elle « garderait,» Pompidou, à condition qu'il respecte l'alternance. Aujourd'hui, Mitterrand persévère, les rôles étant renversés.

Dès jeudi matin, au petit déjeuner de France-Inter, il annonçait qu'il formerait un gouvernement conforme à la majorité présidentielle, avec un premier ministre socialiste. La rumeur chuchotait le nom de Gaston Deferre. Au cas où la majorité parlementaire censurerait ce gouvernement, il y aurait dissolution de l'Assemblée et nouvelles élections. C'est le peuple qui décide : **« Je désignerais alors un premier ministre et un gouvernement qui épouseraient les contours de cette nouvelle Assemblée ».**

Le choix, non démenti, (et plutôt implicitement confirmé par l'intéressé) de Deferre, est significatif : l'ancien chantre de la grande fédération, de l'alliance au centre, qui s'est opposé à toute candidature unique avec le PC en 69, c'est une main chaleureusement tendue à Servan-Schreiber et, bien au-delà, vers la droite. La promesse d'un gouvernement conforme aux contours de le nouvelle Assemblée, c'est la porte ouverte à tous les glissements, tous les déplacements d'alliances. Servan-Schreiber, d'ailleurs, s'en félicite.

### NI DOSAGES, NI EXCLUSIVES

Le PC s'inquiète, mais accepte. Invité à RTL vendredi soir, Marchais a estimé **« raisonnable de considérer qu'un premier ministre soit socialiste ».** De même qu'il a envisagé **« la possibilité de voir une ou deux personnalités n'appartenant pas aux partis signataires du programme commun figurer dans un gouvernement de gauche ».**

Quoi de plus logique, en somme ? Hier, on imaginait bien Pompidou président et Mitterrand premier ministre. Pourquoi pas, demain, Mitterrand président et Mendès, Servan, voire Lecanuet premier ministre ? « Conformément aux contours de la nouvelle Assemblée »...

Car il n'est nulle part question de modifier immédiatement la Constitution. Ni même de changer la loi électorale avant de nouvelles élections : en abaissant le droit de vote à 18 ans et en instituant le proportionnelle, par exemple.

Au demeurant, ces complaisances envers la Constitution gaulliste ne datent pas d'aujourd'hui. Mitterrand n'envisageait-il pas en mai 68 de former sous sa houlette un gouvernement d'union **« sans dosages, ni exclusives »** ; c'est à dire composé de personnalités choisies par lui seul, tant communistes que « républicaines ». A la manière de De Gaulle en 45, comme Mitterrand se plaît à le rappeler...

D. B.

## Frey : Flic Constitutionnel

*Le Conseil Constitutionnel, dont Pompidou avait confié peu avant sa mort la présidence à Roger Frey, semble prendre sa tâche très au sérieux.*

*D'abord en invalidant la candidature de Robert Laffont,* **« candidat des minorités nationales »**. *Le Conseil n'est pas tenu de donner ses raisons, mais il semble bien qu'il ait agi en vertu de l'article 4 de la Constitution qui rejette les candidatures pouvant porter atteinte à l'intégrité du territoire national.*

*Pour les mêmes raisons auraient certainement été invalidées des candidatures du GRS martiniquais ou de l'ETA. Au nom de la raison d'Etat.*

*Ensuite, en s'opposant à l'envoi de magistrats dans les TOM-DOM pour vérifier la régularité des élections. Nous n'avons pas attendu l'accès de conscience de M. Poher, auteur de cette proposition, pour dénoncer le scandale de la fraude : vote des morts, bourrage des urnes, pressions multiples sur la population. Sans doute là aussi dans le but de protéger l'intégrité du territoire national. Au fait, fera-t-on voter les deux ouvriers martiniquais tués par la gendarmerie française en janvier 74 ?*

*Enfin, en refusant de reconnaître au Front Communiste Révolutionnaire le statut d'organisation nationale. Ce qui signifie très concrètement que l'accès à la télévision sera limité strictement à la personne d'Alain Krivine, qui ne pourra inviter, comme nous en avions l'intention, d'autres militants.*

*Derrière toutes ces mesures, un nom - parmi d'autres : Roger Frey.*

*Frey, c'est d'abord un pseudonyme : « Négus », qui, aux côtés de l'« Archange » (Debré), « Lapin » (Massu) et « Finas » (Chaban-Delmas), jouera un rôle de premier plan dans le complot de 1958 pour asseoir (de façon très constitutionnelle) De Gaulle au pouvoir. Le Général n'oubliera pas : Négus-Frey se retrouve ministre de l'Intérieur.*

*Frey, c'est Charonne : huit morts le 8 février 1962 dans les rangs d'une manifestation anti-OAS chargée violemment par la police.*

*Frey, c'est l'affaire Ben Barka. Les services du ministre de l'Intérieur publient le 12 novembre 1965, à 23 heures, un communiqué de presse : « On dément de source autorisée que des policiers français soient impliqués dans l'affaire Ben Barka ». C'est net mais c'est faux.*

*Un complot, une provocation policière sanglante, un assassinat. C'est le bilan du très constitutionnel M. Frey, gardien sourcilleux des institutions et de la démocratie.*

## Arlette

# moi une femme

C'est devant une salle de la Mutualité remplie de militants et de sympathisants que Lutte Ouvrière a tenu vendredi soir le premier meeting de sa campagne électorale.

Arlette Laguiller, qui devait clore ce meeting, a notamment déclaré : **« Je suis la seule travailleuse dans cette élection, il y aura des gens choqués qui vont penser que la magistrature suprême est une tâche trop importante pour être confiée à un travailleur. Ce n'est pas comme cela que nous voyons les choses (...) Je ne prétends pas être la plus intelligente, je ne discuterai pas les mérites des avocats, professeurs ou diplômés des grandes écoles qui ne vaudraient rien s'il n'y avait des milliers de travailleurs pour produire. »**

Après avoir regretté qu'il n'y ait pu avoir de candidature unique des révolutionnaires (la sienne, bien sûr !), elle a résumé ainsi les différences politiques entre sa candidature et celle d'Alain Krivine : **« L'une est plus intellectuelle, l'autre est plus ouvrière (...) Krivine pensait au départ qu'il ne représentait pas le mouvement ouvrier ».** Tel est le sens selon Lutte Ouvrière de l'appel du Front communiste Révolutionnaire en faveur de la candidature de Piaget.

Evoquant les critiques que suscite la présence de militants de Lutte Ouvrière à FO, Arlette Laguiller tranchait promptement : **« On n'a pas les mêmes problèmes lorsque l'on milite dans les syndicats enseignants ou dans la métallurgie. » !**

Bref, rien que l'on ne savait déjà sur Lutte Ouvrière.

## Sondage

### MITTERRAND RASSURE

*Les thermomètres plantés dans les fesses de « l'opinion publique » bouillonnent. « On » veut savoir qui va gagner. Et puis, subsidiairement, un sondage spectaculaire fait monter la vente du support.*

*Ce lundi, le « hit-parade » des ténors de la course à l'Elysée est dans « Le Point » le suivant : 43 % des intentions de vote au premier tour pour François Mitterrand, contre 25 % à Giscard d'Estaing et 23 % à Chaban-Delmas.*

*Par rapport au sondage effectué la semaine dernière, Mitterrand gagne trois points, Giscard d'Estaing en perd deux et Chaban-Delmas six.*

*Quelles que soient les réserves que l'on peut faire sur ce type de sondage - nous y reviendrons -, force est de constater que les garanties données par Mitterrand à la bourgeoisie sont payantes : trois points en une semaine. Le poulain devient crédible.*

## Interview de R. Dumont

# « Nous remettons en cause tout le système capitaliste »

**René Dumont, quel sens entendez-vous donner à votre candidature ?**

Tout d'abord, ce n'est pas moi qui me suis présenté. Ce n'est pas mon genre. Des associations écologiques d'origines diverses qui estimaient devoir avoir une action nouvelle sur le plan politique sont venues me chercher. Jusqu'à présent, elles allaient trouver les candidats, ceux-ci déclaraient tenir compte de nos problèmes, en fait ils n'en faisaient rien. Aujourd'hui certains ne veulent pas entendre parler de politique, pour eux la défense de la nature, c'est la lutte contre les papiers gras dans nos forêts. Nous pensons que cela est insuffisant, ce que nous remettons en cause, c'est tout le système capitaliste.

Si nous demandons une réduction de la croissance économique, ce n'est pas pour tourner le dos à la science. Nous savons très bien que nous en avons besoin, mais force est de constater que jusqu'ici la technologie s'est édifiée sur la science capitaliste. Elle a négligé la recherche biologique, sauf pour mettre au point des pesticides aussi dangereux que le DDT.

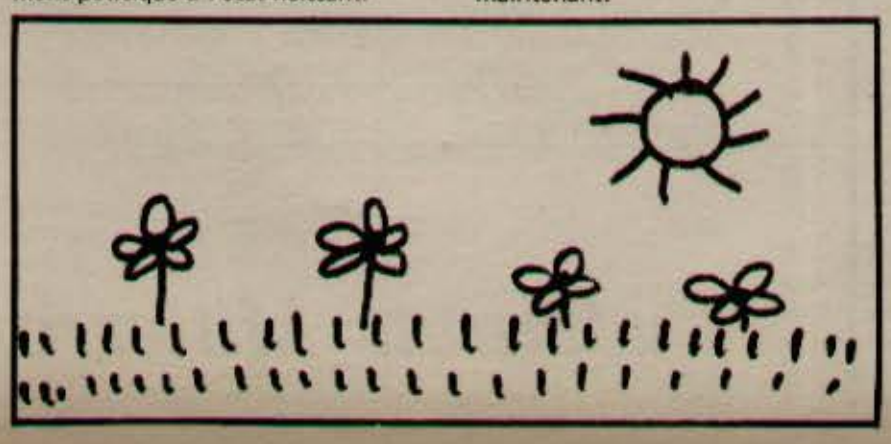
**Vous avez rendu publique votre décision de mettre sur pied un mouvement de masse écologique. Pouvez-vous préciser où en est ce projet ?**

Aujourd'hui nous ne possédons pas encore de projet global « crédible ». Il y a un an et demi j'étais seul, maintenant il y a des dizaines de milliers de personnes derrière moi. Nous sommes en train de discuter la plate-forme de cette future organisation, nous sommes un mouvement politique à l'état naissant.

**En annonçant qu'au second tour vous ne vous désisterez pour aucun candidat, ne craignez-vous pas de faire apparaître l'écologie comme au-dessus des luttes de classes ?**

En remerciant les électeurs qui auront voté pour moi, nous préciserons que nous sommes en faveur d'une société décentralisée, autogestionnaire, où seront reconnus les droits des femmes, des minorités nationales. Je pense donc qu'ils sauront à quoi s'en tenir !

Pour ménager les gars qui travaillent avec moi, il fallait y aller par étapes, les choses évoluent vite maintenant.



Mon intention était de tenir une première conférence de presse avec Robert Laffont et Charles Piaget qui, comme moi, se réclame d'un socialisme autogestionnaire.

**Ne pensez-vous pas que les thèmes sur lesquels vous allez faire campagne peuvent laisser croire que le système capitaliste est capable de fonctionner contre sa propre logique ?**

La défense du milieu naturel ne pose que des problèmes politiques, nous sommes amenés à remettre en cause la nature du système social, de l'économie de profit. Le passage de la critique écologique à la revendication autogestionnaire ne se fait pas automatiquement. Il s'agit plutôt d'une rencontre. Par exemple lorsque nous voyons une centrale atomique, nous comprenons bien tous les dangers d'un pouvoir centralisé et hiérarchique.

Etant autogestionnaires, nous sommes partout en faveur d'un maximum de décentralisation, de participation des travailleurs à la prise des décisions. C'est pour cela aussi que nous sommes en faveur d'une réduction du temps de travail.

## Giscard d'Estaing

# LE MINISTRE ET LE CANDIDAT

**« Quelqu'un qui parle de tout ne dit rien, quelqu'un qui promet tout ne promet rien .»** Cette formule fut l'éclair de lucidité dans la conférence de presse de Giscard d'Estaing, vendredi dernier, au cours de laquelle il présenta ses **« perspectives présidentielles »**

Il est vrai qu'il marche un peu sur la corde raide: La mort subite de Pompidou gêne ses plans beaucoup plus que ceux de ses concurrents : la situation économique est mauvaise, et il est obligé de défendre la politique suivie jusqu'à ce jour, ce qui l'amène à justifier l'inflation au nom de la lutte contre le chômage, et à fausser les chiffres lorsqu'ils sont trop déplaisants (Priouret lui-même était « choqué » de voir Giscard diminuer de... 50 % le déficit réel du commerce extérieur de mars lors de son passage à RTL).

En même temps, Giscard sait qu'il n'a rien d'autre à offrir que sa réputation de compétence économique:. Dans une certaine mesure, la gravité de la situation économique joue en sa faveur contre Chaban - à la condition expresse qu'elle ne lui soit pas imputée !

Les propositions de Giscard d'Estaing se répartissent en deux groupes : « trois sécurités » — qui concernent successivement celle de la vieillesse, celle des risques économiques, et enfin la sécurité pour la femme et la famille - et « neuf changements » : l'organisation de l'égalité des chances pour les jeunes, l'égalité des droits sociaux pour tous les Français, la pleine ouverture de la société aux droits de la femme, l'amélioration des conditions de travail et la concertation dans les entreprises, la réduction des écarts de revenus, la priorité dans les équipements collectifs, les transferts de ressources vers les collectivités locales, la garantie de la vie privée contre les agressions du monde moderne, l'entrée d'une génération d'hommes nouveaux dans les institutions de la V ème République.

On tombe de haut : le **« plus intelligent des ministres »** se révèle excellent dans son numéro. Mais le comique est un peu lourd.

Il lui aura fallu quinze ans pour découvrir que les retraites doivent être augmentées d'urgence de 44 %. Il lui aura fallu quinze ans pour apprendre que l'échelle des salaires devait être réduite et l'égalité des chances améliorée ! Jamais depuis quinze ans, ces questions ne l'avaient préoccupé : le candidat découvre avec ardeur ce que le ministre avait, avec ardeur, ignoré !

### LE CYNISME A DES LIMITES

*** Il parle d'égalité des chances :** deux chiffres seulement : Giscard a contribué de toutes ses forces à faire des jeunes travailleurs une couche super-exploitée. 70 % des jeunes travailleurs n'ont aucune qualification professionnelle et aucun diplôme ; 60 % de ceux qui ont réussi à décrocher un diplôme et un travail sont affectés, de l'aveu même des employeurs, à des travaux qui n'exigent pas de connaissances professionnelles.

*** Il parle de concertation dans les entreprises :** le gag, quand on sait que pas une fois Giscard n'a reçu les syndicats de son ministère. Mieux : tout en ayant répondu qu'il n'était pas là... il donna l'ordre qu'on fasse rentrer Marcel Dassault, qui attendait à côté des syndicalistes dans l'antichambre.

*** Il parle d'une hausse des prix de 10 % pour 1974.** Alors, pourquoi ne dit-il pas la vérité, à savoir que ses services de prévision ont calculé une hausse de... 16 % pour 1974 ?

Si Giscard a trouvé plus réactionnaire que lui pendant la campagne (puisque le sauveur Royer est là !), il ne cesse pas pour autant d'exprimer les tendances les plus conservatrices de la bourgeoisie française - le soutien de Fontmichel, le maire de Grasse, fasciste notoire, en témoigne.

Ses discours creux, ses promesses, les travailleurs n'y croient pas : depuis 1962, c'est de 100 % qu'a augmenté la production en France. Dans le même temps, le pouvoir d'achat des salariés n'a augmenté que de 65 %. Où est allée la différence, si ce n'est dans les poches du patronat ? Le profit brut des sociétés a augmenté de 113 %, parallèlement - c'est à dire plus que la production.

Pendant quinze ans, Giscard s'est révélé être le chien de garde du capitalisme, l'homme de main du patronat. Il en était fier hier, il le cache aujourd'hui : ça ne change strictement rien à ce qu'il a été, est et restera : un candidat de la bourgeoisie, servant servilement sa classe.

**Charles PIERROT**
**Michel SATURNIN**

## Chaban Delmas

# il ressemble de plus en plus à Thierry le Luron

Rouen, vendredi 19 : Chaban Delmas tient un meeting sur « Les libertés ». Il a réquisitionné le Parc des Expositions, salle de 1500 places, remplie à grand peine. Les installations de sono pour l'extérieur ne serviront rigoureusement à rien : personne dehors... Tout est fait pour charmer : l'accueil se fait au son du « concerto pour flûte et harpe » de Mozart, des badges tricolores sont distribués : « Chaban Président »... légère pointe d'américanisme, mais pas trop. Certes, il y a bien six armoires à glace à l'entrée, blousons et cheveux courts, certes il y a bien tous les deux mètres du périmètre de la salle des membres du service d'ordre, mais le tout est plutôt discret : on est entre gens bien. La preuve, c'est que, avant l'arrivée de Chaban, les gens se lèvent, vont se dire bonjour, se connaissent. Pas le grand monde, non, mais une assistance de notables, amorphe et apathique, venue « en famille » se faire réconforter et rêver un peu grâce à la « nouvelle société ». La preuve c'est qu'à l'entrée, il y a le grand patron de la Sûreté de Rouen, le patron des différentes polices de la région. C'est son deuxième meeting, le premier c'était à la projection d'**Histoire d'A**, qu'il avait tenté d'interdire...

Avec une demi-heure de retard (que voulez-vous, son Falcon Jet n'avait pu atterrir qu'à 19 h 55 !), le meeting commence.

Après des interventions amicales de présentation (« Chaban revendique le capitanat d'une équipe difficile à manier qui s'appelle la France » — image de marque oblige !), après un laïus grotesque de Maurice Schumann (« Jacques, c'est un jeune homme qui a reçu tous les dons »... « le nom de Jacques Chaban Delmas est porteur d'avenir ») l'ancien premier ministre commence un exposé de deux heures.

### TREMOLOS DANS LA VOIX

On avait dit que de De Gaulle à Pompidou c'était le passage de la France au Cantal ; avec Chaban Delmas, la chute s'accélère : on avait l'impression d'un discours de quelque vieux député radical-socialiste à la fin d'un banquet de sous-préfecture. Grotesque et significatif : les formules creuses succèdent aux contre-vérités, les enthousiasmes feints à l'émotion « mal contenue » — particulièrement lorsqu'il évoquera Pompidou, les trémolos dans la voix, demandant aux assistants de penser à lui, « même si ce n'est que le soir en vous couchant » (sic). Pendant deux heures, il traitera de cette nouvelle société à laquelle, visiblement, il est le seul à croire (et encore). La salle, bovine, écoute passivement tout ça. Complètement insensible aux côtés « libéraux » du discours, elle ne s'agitera que lorsque seront dénoncés **« la coalition socialo-communiste »** et **« ceux qui prônent la violence pour la violence »** — alors là, oui, il y aura des applaudissements, dûment démarrés par trois membres du service d'ordre...

Contre-vérités : il faut oser affirmer que, entre 69 et 71, la politique de concertation a évité les **« conflits ouvriers »** pourtant **« promis systématiquement par les syndicats »** et qu'elle a permis de tout régler « dans l'ordre »: Menteur, Chaban : l'intervention des bulldozers contre les grévistes de l'EDF, c'était quand ? Les mesures d'expulsion des travailleurs étrangers, c'était quand ? La grève des Batignolles, c'était quand ?

Il faut oser promettre le **« réexamen libéral de la garde-à-vue »** : les déclarations de Tomasini (d'ailleurs présent à la tribune !) tonnant contre la « lâcheté » des magistrats, c'était quand ? L'affaire Jaubert, c'était quand ? La loi anti-casseurs, connais pas ?

Il faut oser affirmer la **nécessité d'un cycle unique d'enseignement de 11 à 16 ans** quand on a comme principal supporter dans la majorité le même Fontanet qui a pondu une réforme faisant exactement le contraire !

Il faut oser se féliciter qu'en 1972, **7 % des salariés ont suivi des stages de formation permanente,** quand on ne souffle mot du taux des accidents du travail sous la Vème République dont l'indice est monté de 4,5 points entre 1958 et 1972.

Il faut oser affirmer qu'on s'opposera à la mise sur pied d'un fichier central électronique quand on a eu pendant plus de deux ans comme ministre de l'Intérieur un Marcellin qui a tissé sa toile de premier flic de France avec la bénédiction de celui qui semble aujourd'hui l'avoir oublié...

Eh bien, tout cela, Chaban le fait, tranquille, pénard. Il peut dire n'importe quoi, tout son auditoire est content. Et de parler de **« biologie sociale »** (sic), de la « formation permanente » comme **« genre révolutionnaire que j'aime : sans révolution »** et de proclamer que **« nous autres, Français, nous savons ce que c'est que la liberté, les étrangers nous l'envient »** (Pinochet sans doute ? ), qu'importe !

Le meeting se terminera aux accents d'une Marseillaise poussive et puis chacun partira, même pas convaincu mais attendant le jour du vote pour élire celui qui vient de si bien parler. Effarant mais vrai !

**Michel SATURNIN**

## Royer

# LE PITRE QUI NE RIT PAS

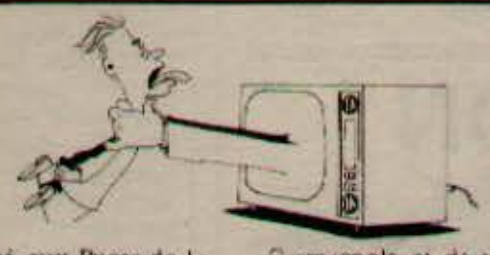
« C'est après une profonde réflexion avec Dieu que j'ai décidé **d'être candidat »** a-t-il annoncé, imperturbable. Cet ange exterminateur de la pornographie et de la fornication en dehors des liens sacrés du mariage est un méconnu. Il enrichit pourtant le sottisier des idéologues nazis de naguère. Qu'on en juge par ces quelques citations de son journal, « L'Espoir » : **« Il faut affirmer que l'éducation ne va pas sans un certain dressage », « L'éducation passe par l'effort et la souffrance », « Sans vouloir manier le paradoxe, nous pouvons dire qu'un être heureux est un être bien refoulé ».**

Cette heureuse envolée théorique nous promet bien des réjouissances quand on sait qu'il se propose, en matière de sport, **« une politique audacieuse et plus efficace »** par **« la création d'un corps national de moniteurs chargés d'encadrer les grands clubs ».** Voilà des emplois qui vont comme un gant de boxe aux nervis SAC et CDR qui risqueraient de se trouver en chômage ; d'autant qu'il nous déclare à St Lô : **« Il y a trop de vovous, trop de bandits, trop de hold-ups, de gens qui menacent les vieillards, trop de gens qui menacent l'ordre public. Il faut remettre de l'ordre. Il faut aussi qu'il y ait des sanctions plus fermes ».** De la théorie à la pratique, on peut lui faire confiance.

Cet homme « social » a fait ses armes de 1947 en 1953 au RPF comme responsable du secteur ouvrier, se présentant alors comme un champion de la résistants gaullistes et anciens pétainistes, il a contribué à implanter dans les entreprises de la région de Tours le syndicat jaune CGSI, ancêtre de l'actuelle CFT.

### UN CONSTRUCTEUR ?

Il a été présenté comme un constructeur. Là aussi cet éminent penseur allie la théorie à la pratique. Au niveau théorique, il nous dit : **« Ceux et celles qui jettent les bases de leur demeure remettent moins en cause les bases de la société ».** Au niveau pratique, cela se traduit par l'encouragement aux pavillons individuels préfabriqués, livrés nus, sans plâtres ni peintures afin que le brave ouvrier qui en bénéficie **« s'occupe sainement pendant ses loisirs ».** Car, nous dit-il encore, **« la liberté a des limites ».** Les pitreries de Royer n'en ont pas.



# *derrière la vitre*

C'est le Marché aux Puces de la politique, et, une nouvelle fois, il n'y manque que le raton-laveur. A chacun son style. Il y en a comme M. Muller qui vous donnent du « mon cher compatriote » et traversent carrément l'écran pour venir vous taper sur le ventre au coin du feu. D'autres, comme MM. Le Pen ou Renouvin (qui regrette tant que Pompidou n'ait pas désigné son successeur !) s'efforcent de vous élever l'âme. Tâche ardue ! Les doux vocables de Nation, Patrie, Honneur pleuvent dru comme grêle. Quand c'est fini, on a envie de chanter la Carmagnole et de tout reprendre à zéro depuis 1789. Le temps d'un baîllement et c'en est fini du fédéraliste européen de service. Ah, Robert Schumann, mon cher... et Jean Monnet...

Mais silence. L'œil embrasé par la foi, le masque du prédicateur infatigable moulé sur le visage, voici Jean Royer qui pour commencer nous rappelle ses états de service, on n'est jamais si bien servi que par soi-même : j'ai commencé instituteur et... me voici ! Et puis c'est le numéro du petit maréchal qui commence. Dans les limites de son pétaninisme, M. Royer n'est pas si idiot qu'on a bien voulu le dire : il sait s'adresser au ventre mou d'une société malade, rassurer, galvaniser les étroits, les sans perspectives, il y en a des tas qui ont réussi comme ça...

On attendait St Just et Robespierre. En fait, il n'y manquait que les lorgnons et les moustaches pour faire Léon Blum. Demain, ce sera Herriot... Bref, ce soir-là, le souffle de l'histoire n'était pas au rendez-vous. Mitterrand nous a causé petitement de la France, de l'unité des Français, de tous les Français, il a bien pris garde de cacher ses grandes canines et retrouvé un bon gros sourire de grand-père à qui la vie a inculqué mesure et bon sens. C'était si touchant que la France entière a failli lui sauter sur les genoux

Il y a un hurluberlu, un hippie sexagénaire qui s'imagine qu'il va gagner des voix en buvant de l'eau à la télé. Ce gars-là va se retrouver dans un stade quand, avec Royer, les bouilleurs de cru seront revenus au pouvoir...

La démocratie en conserve, c'est moins bon qu'au naturel, mais presqu'aussi bon que surgelée...

# FORMEZ DES COMITES DE SOUTIEN

**Frey multiplie les coups bas.**

**Il refuse de reconnaitre les Comités rouges, les groupes taupes, comme une organisation natioonale.**

**Le Conseil va statuer sur le F.C.R.**

**La meilleure riposte, c'est une campagne militante. Une présence intense sur le terrain. La multiplication des débats, réunions, prises de parole, dans les quartiers, les entreprises, les facultés et lycées, au coin des rues.**

*Pour diffuser et faire discuter le Programme d'action de Rouge, pour aider « le Quotidien Rouge », pour soutenir la candidature révolutionnaire, formez partout des comités de soutien,regroupez vous, prenez contact, commandez le matériel militant.*

## Correspondants.

**Téléphonez des nouvelles et informations, les compte-rendus de meetings, les annonces de réunion. Téléphonez à 272-59-22.**

**Correspondants,**

**Ecrivez des reportages, compte-rendus de luttes, enquêtes, suggestions au « Quotidien Rouge », 10 impasse Guéménée Paris IVème.**

**Lecteurs, écrivez à la même adresse vos critiques, propositions, indignations. Dès que la matière le permettra, nous ouvrirons une tribune de l'extrême-gauche et un courrier des lecteurs.**

## Meetings

**Les camarades qui organisent des meetings de soutien dans le cadre de la campagne Krivine doivent les faire parvenir au journal *par écrit* (les paroles passent, les écrits restent...) avec la date et le lieu précis de la réunion au minimum 5 JOURS à l'avance. Le cas échéant, préciser le nom des orateurs et les thèmes traités.**

**Adresse : Le Quotidien Rouge**
**10 impasse Guéménée**
**75004 PARIS**

**MARDI 23 avril**
Paris 12ème
Nancy (A. Krivine)
**MERCREDI 24 avril**
Alençon
**JEUDI 25 avril**
Caen (A.K.), Toulouse, Troyes
**VENDREDI 26 avril**
Lyon (A.K.), Cherbourg, Massy-Palaiseau, Angers
**SAMEDI 27 avril**
Nantes 14 h (A.K.)

MEETING 11ème-12ème à Paris
LES REVOLUTIONNAIRES ET LES ELECTIONS
MARDI 23, 20 heures
Cinéma St Antoine
86 rue du Faubourg St Antoine
Paris 75012

## 15 ème

*Réunion pour la constitution d'un Comité de Soutien à la candidature d'Alain KRIVINE*
*Mardi 23 avril, 10 heures*
*au Patronage Laïc*
*72 avenue Félix Faure*
*Paris - 15 ème*

## Poitiers : Premier meeting de la campagne

*500 personnes à Poitiers vendredi 19 au meeting du FCR où est intervenu le camarade Gérard Filoche. C'est le plus important meeting d'extrême-gauche réalisé sur la ville.*

# VOUS VERREZ LEURS BINETTES...

Jeudi dernier a été tiré l'ordre de passage des candidats sur les ondes. A cause du nombre de candidatures, le pouvoir a décidé de réduire la durée de passage de chacun de 2 heures à 65 mn. Des années d'intox, de propagande et de bourrage de crâne, où l'on a pu contempler à longueur de semaine les dignitaires gaullistes sur les étranges lucarnes. Et puis le temps d'une campagne, tout le monde il est démocrate, tout le monde il a le même temps d'antenne. C'est une certaine conception de la démocratie. Pas celle des révolutionnaires. Mais nous utiliserons sans vergogne la petite heure accordée par la bourgeoisie, pour être le porte-parole de ceux qui n'acceptent ni trêve, ni compromis, pour formuler l'ébauche de la seule alternative réaliste : le pouvoir des travailleurs et l'instauration du socialisme sur les ruines fumantes de la vieille société.

| PASSAGES RADIO (FRANCE-INTER) | | | |
|---|---|---|---|
| LUNDI 22 | 12h 05 | A. KRIVINE | (18 minutes) |
| | 19h 20 | A. LAGUILLER | (18 minutes) |
| MERCREDI 24 | 12h 05 | A. KRIVINE | (8 minutes) |
| | 19h 20 | A. LAGUILLER | (9 minutes) |
| VENDREDI 26 | 19h 20 | A. KRIVINE | (9 minutes) |
| | 12h 05 | A. LAGUILLER | (18 minutes) |
| PASSAGES T.V. | | | |
| MARDI 23 | 13h 05 | A. LAGUILLER | (18 minutes) |
| | 20h 35 | A. KRIVINE | (18 minutes) |
| JEUDI 25 | 13h 05 | A. LAGUILLER | (8 minutes) |
| | 20h 35 | A.KRIVINE | (9 minutes) |
| SAMEDI 27 | 13h 05 | A. KRIVINE | (8 minutes) |
| | 20h 35 | A. LAGUILLER | (18 minutes) |

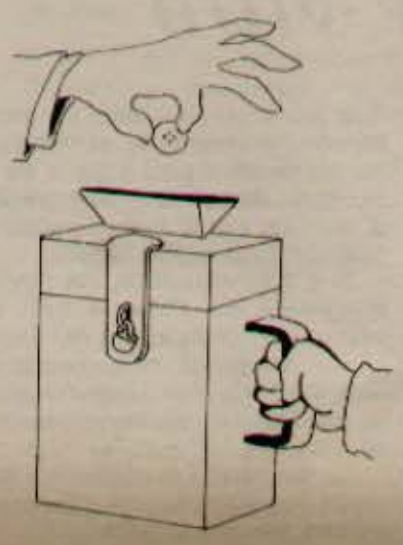
**LUNDI 29 AVRIL**
**A 20 H.**
**MEETING**
**AU PALAIS DES SPORTS**
**A L'APPEL DU**

# NI TREVE NI COMPROMIS

# FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

**avec notamment :**
**Jules Fourrier, ancien député communiste te du Front Populaire, ouvrier maçon**
**Alain Krivine, membre du BP du FCR section antillaise de la IVème Internationale, ancien secrétaire à l'organisation du PC martiniquais**
**Daniel Bensaïd, directeur du quotidien Rouge**

# SOUSCRIPTION



En janvier, « ROUGE » a lancé une souscription : objectif : 30 millions de francs. Il s'agissait de faire échec à Marcellin, au flot de procès, d'amendes et d'inculpations. Aujourd'hui nous atteignons 23.000 F. Mais la campagne rebondit. Pour soutenir la campagne révolutionnaire d'Alain Krivine, pour faire face aux mastodontes électoraux, il faut de l'argent. Les tracts du FCR, « le Quotidien Rouge » ne sont pas tirés sur les imprimeries du Ministère des Affaires Culturelles, comme la propagande de Chaban.

« Le Quotidien Rouge » sera le porte-parole non seulement de la campagne du FCR mais aussi de tous ceux qui n'acceptent ni trêve, ni compromis. Cette bataille du « Quotidien Rouge » nécessite de hausser l'objectif. En avant vers les 50.000 F, c'est possible, c'est nécessaire. D'ores et déjà un matériel de souscription est à la disposition des diffuseurs.

## En vrac

## Matériel Chili

*Le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien a décidé d'intervenir à sa manière dans le grand cirque électoral, en rappelant les leçons tragiques de l'expérience chilienne. Du matériel est déjà sorti. 2 nouvelles brochures (ITT agression impérialiste et Les fascistes au Chili) viennent de sortir en même temps que le numéro 6 du journal, qui contient l'article : Questions au candidat de gauche, c/o CSLRPC 2 rue Vauvilliers 75003 Paris*

## Programme d'action de Rouge (nouvelle édition)

**Comment lutter contre l'inflation et le chômage ? Quels mots d'ordre contre l'oppression des femmes et la surexploitation des immigrés ? Contre le gouvernement de guerre civile ? Quelles tâches pour un véritable gouvernement des travailleurs ?**

**Publié quelques jours avant la mort de Pompidou, le Programme d'action de Rouge répondait à ces questions. La première édition étant déjà épuisée, une deuxième vient de sortir avec une nouvelle préface.**

**Il est en vente à la librairie Rouge, 10 impasse Guéménée, Paris (IV ème), 3 francs. Demandez-le aux diffuseurs du journal.**

## Sexe et Révolution

*Exposé débat organisé par Scription-Rouge avec la participation des camarades de l'Antinorm. Jeudi 25 avril, 20 heures, amphi X2, 1 rue Guy de la Brosse (annexe de Jussieu).*

## Après le diktat de Frey, communiqué du F.C.R.

**Au moment où la campagne électorale commence, il semble que le pouvoir ne soit même pas prêt à respecter ses propres règles. En effet la commission de contrôle vient de refuser au candidat du Front Communiste Révolutionnaire la possibilité de faire participer des travailleurs membres des comités rouges, qui existent depuis 1969 dans toute la France, aux émissions de l'ORTF. Cette mesure représente une entrave arbitraire et inadmissible au développement de la campagne des révolutionnaires en la limitant à un seul porte-parole.**

**Le Front Communiste Révolutionnaire qui présente aussi ma candidature a donc décidé de demander son habilitation à la commission de contrôle.**

**Avant la réponse qui sera faite à cette demande, nous alertons l'ensemble des organisations ouvrières pour qu'elles agissent afin que le candidat du Front Communiste Révolutionnaire et des Comités rouges jouisse des mêmes conditions que les autres candidats.**

**Alain KRIVINE**

# LE F.C.R EN CAMPAGNE

## «voilà pourquoi nous voterons mitterrand malgré sa politique capitularde, de compromis et de faillite»

**1969 – 1974**

**Soutenue par le Front Communiste Révolutionnaire qui vient de se créer, ta candidature apparaît comme une candidature d'organisation. Après la perspective ouverte par le projet de candidature Piaget, penses-tu que cela corresponde aux tâches de l'heure ?**

Après la mort de Pompidou, notre première réponse a été en effet d'unir l'extrême-gauche, les travailleurs d'avant-garde, dans une campagne unitaire autour de Charles Piaget. Parce que cette candidature ouvrière pouvait symboliser et exprimer au mieux l'expérience concrète la plus avancée depuis mai 68 dans la lutte de classes. Et regrouper l'ensemble des forces qui ne font pas confiance à l'Union de la Gauche et à Mitterrand, qui comptent d'abord sur leurs mobilisations et leur organisation propres pour débloquer la situation et ouvrir la voie au socialisme. Ce fut notre première réponse, notre première tentative. Elle n'a pas abouti dans la mesure où la majorité du PSU a refusé cette candidature, le camarade Piaget respectant la discipline de son parti.

Dans la même logique, nous avons proposé à l'ensemble des groupes d'extrême-gauche et notamment à Lutte Ouvrière qui annonçait déjà sa candidate, une candidature unitaire, d'un militant ouvrier qui ne soit membre d'aucune direction d'organisation. Refus catégorique de Lutte Ouvrière. Nous nous sommes alors résolus à présenter ma candidature, conscients que cette campagne n'aurait ni la même portée, ni la même fonction.

Cette fonction est claire. On voit des militants d'extrême-gauche, des anti-électoralistes farouches de la veille, qui vomissaient le PC, certains même qui refusaient les syndicats et qui tous nous reprochaient notre « modération », passer de l'autre côté du cheval, se bousculer à l'isoloir, réclamer leur bulletin de vote pour Mitterrand... Face à cette présence et à cette pression électoraliste, il est important qu'une candidature puisse, face au programme commun ou à la charte présidentielle, exprimer des positions fermes, un programme révolutionnaire.

Et puis, il faut combattre toute la démagogie selon laquelle une « candidature d'organisation » est regrettable parce qu'étriquée. Il y a assez de candidats qui se battent pour être président de tous les Français. Je prétend seulement être le porte-parole d'un programme, d'une organisation. Et c'est déjà beaucoup : c'est l'aboutissement, la synthèse de l'expérience et du militantisme quotidien de quelques milliers de travailleurs et de jeunes, l'expression de leur élaboration, d'une pratique riche en leçons.

Enfin, puisqu'une tribune s'offre à nous, c'est aussi l'occasion de poursuivre, avec les meilleurs moyens de se faire entendre, la lutte contre la dissolution de la Ligue Communiste, dissoute par Marcellin pour avoir combattu le fascisme.

**Mais n'y a-t-il pas contradiction entre la volonté des révolutionnaires d'organiser la défiance ouvrière et la consigne de vote en faveur de Mitterrand au deuxième tour ?**

Aux yeux de la majorité, de la masse des travailleurs, l'élection de Mitterrand permettrait de jeter à terre un régime issu du coup d'Etat de 58 et qui a survécu, bien que mortellement blessé, à la grève générale de mai 68.

C'est d'ailleurs cette mobilisation ouvrière et populaire prolongée que le PCF et le PS s'efforcent d'utiliser et de contrôler.

Et, dans une certaine mesure, l'élection de Mitterrand lèverait un obstacle, illustrerait un changement déjà réel dans les rapports de force entre classes et pourrait être le point de départ d'un nouvel élan.

Enfin, Mitterrand est le candidat des syndicats, du PCF, du PS, du PSU, bref de la majorité des organisations ouvrières. Et c'est bien ainsi que le perçoit la bourgeoisie qui lui tient ce langage : vous êtes un homme capable et modéré, mais le danger vient de ce qui vous suit...

Pour toutes ces raisons, le vote en faveur de Mitterrand prend, pour des millions de travailleurs, le sens d'un vote de classe. C'est pourquoi nous appellerons à voter Mitterrand au second tour.

Après avoir expliqué au premier tour les limites, les contradictions suicidaires dont est porteur le projet réformiste.

**L'hebdomadaire « Rouge », le Front Communiste Révolutionnaire et toi-même avaient déjà déclaré voter pour Mitterrand au deuxième tour seulement s'il ne passe pas de compromis entre temps avec des secteurs représentatifs de la bourgeoisie. Mais toute l'orientation de l'Union de la Gauche ne tend-elle pas dès maintenant à de telles alliances, à de tels compromis ?**

Oui. Elle y tend. Inéluctablement. C'est sa logique. Nous en avons la conviction, nous le savons, nous le disons. Et c'est notre tâche de l'expliquer.

**KRIVINE**
**0,07 %**

Mais il faut comprendre que cette analyse qui est la nôtre n'est pas partagée par des millions de travailleurs qui font encore confiance au PC, au PS, à leurs directions syndicales. Cette majorité-là ne sera convaincue que par l'expérience, preuves en mains. Elle ne se détachera des solutions réformistes qu'en mesurant leurs impasses, pour rallier alors des solutions révolutionnaires, l'instauration d'un gouvernement des travailleurs, l'expropriation des patrons.

Voilà pourquoi nous voterons Mitterrand malgré sa politique capitularde, de compromis et de faillite.

Mais nous ajoutons : seulement s'il n'a pas conclu entre temps de pacte avec des secteurs significatifs de la bourgeoisie. Ce n'est pas une clause de style. Prenons l'exemple du Chili. Il y a une différence entre le gouvernement chilien sans les militaires avant octobre 72 et le gouvernement chilien avec participation des militaires après octobre 72.

Cela a concrétisé une capitulation de l'Unité Populaire visible et compéhensible par des milliers et des milliers de travailleurs, qui en ont tiré les conséquences en commençant à s'organiser alors dans les entreprises, dans les quartiers, dans les fameux cordons industriels. A ébaucher la perspective d'un pouvoir populaire construit par eux, parallèle à l'assemblée et au gouvernement de coalition avec les militaires.

Pour nous, l'Union de la Gauche court aux mêmes compromis. Mitterrand les prépare. Mais peu de travailleurs nous croient encore quand nous le disons.

Mitterrand louvoie. Et autant nous devons dénoncer impitoyablement toutes ses ouvertures, ses promesses implicites de portefeuilles ministériels à droite, etc. Autant nous devons répondre au grand nombre de travailleurs n'en seront convaincus qu'une fois la capitulation consommée, une fois constitué un gouvernement de coalition par exemple. Ce sera alors à nous de passer la vitesse supérieure, de nous fixer des objectifs autrement ambitieux.

**Mais pourquoi alors, après avoir fait campagne, ne pas te retirer avant le premier tour, symbolisant alors le mépris de la farce électorale sans prendre la responsabilité de diviser les voix sur Mitterrand au premier tour ?**

Notre candidature vise à expliquer, faire comprendre tout ce qui précède, populariser le programme d'action de Rouge et préparer ainsi les batailles à venir, quelle que soit l'issue électorale. Car Mitterrand n'est pas sûr d'être élu et il faut aussi expliquer ce que nous ferons si nous nous retrouvons face à un Chaban ou un Giscard élus pour 7 ans !

Il ne nous est donc pas indifférent, sans nourrir aucune illusion sur les élections comme voie au socialisme, qu'un nombre même limité de travailleurs manifeste par un vote son accord avec nos positions et nos perspectives. C'est un vote sur les idées, sur les propositions, qui a d'autant plus de sens, qui est d'autant plus significatif qu'il est sans illusion quant à son efficacité immédiate. Ce sont des gens qui disent ainsi à Mitterrand : nous voterons pour vous, contre les candidats de la réaction, mais sachez que nous avons tiré les leçons de mai 68, du Chili et que nous sommes prêts à nous battre, contre vous s'il le faut, plutôt que de répéter les mêmes erreurs tragiques.

Et quand on nous dit, sur la base de sondages d'ailleurs discutables : serait-il raisonnable de vous maintenir au premier tour si la cote de Mitterrand continue à grimper ? S'il a une chance au premier tour ? Nous répondons : Mitterrand et l'Union de la Gauche ne peuvent pas gagner sur tous les tableaux. En faisant les plus larges concessions à droite (de respect des institutions et du profit) pour rafler 10 % ou 15 % d'électeurs réformateurs, ils renforcent la défiance à gauche des 1 % ou 2 % de travailleurs d'avant-garde. Qu'ils ne viennent pas s'en plaindre. C'est cette défiance légitime des travailleurs révolutionnaires que nous voulons exprimer. Nous ne l'inventons pas ; elle naît des capitulations réformistes. On a déjà assez vu de Noske, de Ebert (en Allemagne), de Moch et de Mitterrand lui-même en France réprimer la classe ouvrière ! Alors, ni carte blanche, ni chèque en blanc ! C'est ce que nous manifestons au premier tour.

## Air Inter

# ON EST RENTRE LA TETE HAUTE

**On ne peut pas dire que les travailleurs d'Air Inter auront repris le travail samedi de gaieté de cœur. Dix-huit jours de grève pour obtenir comme seule concession de Vergnaud des réunions paritaires devant établir avant le 30 juin un statut de garantie de l'emploi, c'est bien peu. La reprise a été votée à une faible majorité, mais si l'unité syndicale s'est disloquée à la fin de la grève, tout le monde est d'accord pour maintenir la mobilisation afin d'obtenir une réelle garantie de l'emploi. Il n'y aura pas plus de trêve post-électorale qu'il n'y a eu de trêve électorale à Air Inter !**

La grève des travailleurs au sol d'Air Inter avait débuté le 2 avril. Devant le refus du patronat d'accorder un rattrapage des salaires au 1er octobre 1973, des primes de vie chère garantissant réellement le pouvoir d'achat, et une garantie de l'emploi, 2700 travailleurs d'Air Inter (sur 3200) se sont mis en grève de 24 heures reconductible.

Les propositions de Vergnaud étaient : 4,5 % à compter du 1er avril (alors que la CGT et la CFDT demandaient, tous avantages confondus : 12,5 %, des primes de vie chère mais qui ne permettaient pas de rattraper la hausse des prix). Devant cette intransigeance, des grévistes découragés reprenaient le travail. Mais la lassitude n'explique pas tout. L'organisation de la grève n'a peut-être pas permis de maintenir la mobilisation à son plus haut niveau. En assemblée générale, les responsables syndicaux se limitaient à donner des informations et à demander des volontaires pour telle ou telle tâche. Cette faiblesse de la démocratie ouvrière, même si Air Inter se prête peu à une grève de type Lip (services éparpillés, aéroports fliqués jusqu'au bout des pistes, campagne hystérique des cadres briseurs de grève) n'est certainement pas étrangère à l'effritement de la grève.

D'autre part, la direction, en utilisant les jaunes et des caravelles louées à Air France, réussissait à limiter ses pertes. Autre facteur de démobilisation, les propositions de Vergnaud ont été acceptées par le SCAI (syndicat bidon de cadres) et... la CGT-cadres (sans doute au nom des intérêts « spécifiques » des cadres chers à l'UGICT !).

Malgré tout, la grève se poursuivait et finissait par crever l'écran de l'ORTF (après la menace des travailleurs d'Air Inter d'occuper l'Office) et par poindre dans la presse:

Les négociations reprenaient le 17 et Vergnaud lâchait quelques miettes, principalement la promesse d'un statut garantissant l'emploi avant le 30 juin. En assemblée générale, la CGT conseillait la reprise du travail - tout en acceptant de suivre si la majorité refusait - et la CFDT demandait la continuation de la grève. La reprise l'emportait à une faible majorité (52 % contre 48 %). Fallait-il continuer alors qu'il ne restait que 608 grévistes (sur 3200), et que les mécanos, les seuls pouvant empêcher les avions de décoller, voulaient reprendre quel que soit le résultat du vote ? La réponse renvoie à l'organisation démocratique de la grève, garante du maintien de la mobilisation , et à la possibilité à envisager par les travailleurs : bloquer tout le trafic d'Air Inter.

Même parmi ceux qui ont voté pour la reprise afin de « rentrer la tête haute plutôt que de risquer l'échec », le désir de « remettre ça dès que possible » est grand. Car Air Inter peut payer. Giscard a offert au Conseil d'Administration d'Air Inter un chèque de 128 millions en avril, afin d'acheter les avions Mercure de Dassault dont personne d'autre ne veut. Les augmentations de tarif du 1er mars de 17 % étaient bien supérieures à l'augmentation des coûts après la hausse du prix du pétrole.

La mobilisation pour la garantie de l'emploi se maintient, la lutte reprendra pour les augmentations de salaires, plus efficace si les leçons de la grève sont tirées en commun. par les travailleurs au sol d'Air Inter.

KAGAN

*Devant le Conseil Constitutionnel : pas de trêve sociale.*

## Interview

### IRFFE d'Amiens occupé :

# *« Il n'est pas question d'arrêter la lutte »*

**Depuis plus de douze jours, l'Institut Régional de Formation aux Fonctions Educatives est occupé ! Une banderole déployée sur la façade en avertit les visiteurs. De nombreux grévistes sont là, *la commission accueil* en particulier ; sur les murs du hall, des panneaux d'information, le relevé des collectes parvenues à ce jour, des messages de solidarité. La détermination des éducateurs et des stagiaires en formation est intacte : un cahier permet de noter les participants aux gardes de nuit.**

**Le Quotidien Rouge a interviewé des grévistes de l'Institut.**

**QUELLES SONT VOS REVENDICATIONS ?**

Le 20 mars, cinq instructeurs syndiqués CGT ont été licenciés sans préavis. Motif : opposition sur la pédagogie et travail de groupe. Mais il y avait longtemps que le malaise couvait : en six mois, huit éducateurs ont démissionné: Ici, le directeur refusait un panneau à la CGT, il ouvrait les lettres de la déléguée syndicale et y mettait des annotations !

**COMMENT ORGANISEZ-VOUS LA LUTTE ?**

La section syndicale CGT étudiante existe depuis peu et n'est pas reconnue par l'ensemble des étudiants. C'est pour ça que nous avons constitué un comité de lutte qui comprend quatre syndiqués délégués par la section et quatre non syndiqués élus en assemblée générale.

On a déjà fait un meeting à la Bourse et une manifestation en ville pour la liberté syndicale et la réintégration des licenciés. Depuis le 8 avril, l'assemblée générale a décidé d'occuper les locaux.

**COMMENT VOYEZ-VOUS LA SUITE ?**

On a créé des commissions pour développer l'information à l'extérieur (communiqués de journaux, tracts), et des groupes vont expliquer la situation sur les lieux de stages des éducateurs. Le soutien se développe : les sections CGT et CFDT font circuler des pétitions et collectent. La mairie nous a donné un fond de solidarité de 3000 francs.

**QUELLE EST VOTRE ATTITUDE FACE AUX ELECTIONS ?**

Le problème n'a pas été abordé. Il n'est pas question d'arrêter la lutte : ce n'est pas parce qu'il y a des élections que cela change quoi que ce soit à nos problèmes.

**SOLIDARITE FINANCIERE**
**Chèques bancaires à l'ordre de Yves Grignon, à envoyer : Parc d'Etouvie, bâtiment 5, No 33 - 80 000 - Amiens**

## ils ne respectent pas la trêve

**CEGEDUR-ANGERS : CONTRE LE TRAVAIL DE NUIT**

*Depuis des mois, la grève se poursuit, le samedi en 3/8, pour la suppression du travail de nuit et les conditions de travail. Après le 12 avril, qui a vu une grève totale des usines du groupe dans la région, le combat continue.*

**D.B.A. ANGERS : CONTRE L'AUGMENTATION DES CADENCES**

*Après une augmentation de salaires, le patron de la D.B.A. (840 ouvriers) avait renforcé les cadences. Le personnel vota la grève illimitée à 60 %, mettant en place dès le lendemain un piquet de grève. Un comité de grève avait été élu à l'appel des deux syndicats sur la base des ateliers.*

*Mais la direction a réagi rapidement, organisant un vote pour la reprise et obtenant une décision du tribunal pour la levée du piquet.*

*Le travail a repris, des Assemblées Générales du personnel ont lieu ce matin.*

**RATEAU : LA CGT APPELLE A UNE JOURNEE DE SOLIDARITE LE 26 AVRIL**

*Le Bureau Confédéral et la Fédération de la Métallurgie ont décidé une journée de collectes et de popularisation pour la lutte de Rateau.*

**UGIMAG : 2ème MOIS DE GREVE**

*En lutte depuis le 19 mars, les 750 travailleurs de l'usine UGIMAG (filiale de Péchiney-Ugine-Kühlmann) dans l'Isère, ont voté à 97 % pour continuer l'action pour 1400 F minimum base 40 heures.*

**SORETEX-ANGERS : UN ATELIER POURSUIT LE MOUVEMENT**

*Démarrée le 9 avril, sur un vote à 80 %, la grève s'était organisée avec piquets. La direction a réagi en lock-outant jusqu'au 16. Dès la reprise, le mouvement est reparti pour une augmentation de salaires, la 5ème semaine de congés payés, la retraite à 60 ans. Lors des négociations, la CFDT a quitté la salle et, le 17, la CGT a appelé le personnel à la reprise sans l'informer sur les résultats. Un atelier poursuit la lutte.*

## dérapages

**GEORGES SEGUY : « L'ELECTION PRESIDENTIELLE PREND LE PAS SUR TOUTES LES AUTRES QUESTIONS »**

*« Le poids spécifique de l'élection présidentielle est tel que, comme nous l'avions prévu d'ailleurs, elle prend le pas sur toutes les autres questions ».*

*« (...) Même si, par hypothèse absurde, nous cherchions à créer une situation de tension sociale, nous n'y parviendrions pas, parce que le climat ne s'y prête pas ».* *(interview au journal « L'UNITE »)*

**« PEUT-ON VIVRE AVEC MOINS DE 1500 F PAR MOIS ?**

*C'est la question que posait,* **il y a un mois**, *Georges Séguy à Giscard d'Estaing. La CFDT avançait elle aussi cette revendication et montrait de façon percutante qu'avec cette somme un célibataire avait tout juste de quoi faire face aux dépenses les plus élémentaires.*

**Quelques jours après** *— sans que le mouvement syndical soit le moins du monde consulté — les dirigeants du PC, du PS et des radicaux avançaient... 1200 F minimum. C'est ce qu'ils demandaient à Pompidou ; ils ne promettent pas plus si eux-mêmes arrivent au gouvernement.*

*Aujourd'hui, la direction de la CGT ne revendique plus que 1200 F minimum. Celle de la CFDT fait elle aussi machine arrière :* **« Le revenu minimum de 1500 F reste un objectif à populariser largement. En ce qui concerne le SMIC légal, la première étape est la revendication immédiate du SMIC à 1200 F »...**

*Peut-on vivre avec moins de 1500 F par mois sous un gouvernement de gauche ? Mitterrand, Maire et Séguy répondent : OUI.*

**LES 40 HEURES : PAS AVANT 15 MOIS !**

*La revendication des 40 heures figure dans le Programme commun. 38 ans après juin 36 où elle avait déjà été obtenue : ce n'est vraiment pas le Pérou !*

*Dans le programme social de Mitterrand, on ne donne pas de chiffre ; on parle simplement de « réduction du temps de travail » en général, en insistant sur l'aspect* **progressif** *de la chose.*

*Mais il y a plus inquiétant. Relatant les négociations CGT avec le patronat de la métallurgie, « l'Humanité » du 20 avril explique :* **« Au cours de ces négociations, la fédération CGT (...) a soutenu une PROGRAMMATION de la réduction du temps de travail rendant effectif le retour aux 40 heures AU PLUS TARD AVANT LA FIN DU PREMIER SEMESTRE 1975 ».** *Curieux spectacle de voir des syndicalistes « programmer » d'eux-mêmes les revendications ouvrières à l'approche des présidentielles.*

**ROCARD-MITTERRAND : UNE NOUVELLE POLITIQUE DES REVENUS ?**

*Dans sa conférence de presse de jeudi, Mitterrand propose une grande négociation avec les syndicats « afin de jeter les bases d'une transparence sociale qui permet un véritable consensus » Joliment jeté !*

*Dans « le Monde » du 19 avril, Michel Rocard propose « l'établissement de normes contractuelles par branche de progression de la masse salariale liées à l'évolution des prix de la productivité ». Vous avez bien lu : progression de la masse salariale liée à la productivité (cadences, temps de travail).*

*Alors, voilà la nouvelle société de gauche ? Contractuelle ? Une politique de revenus sauce Mitterrand. Il est vrai que Mitterrand a un modèle et un exemple : le gouvernement social-démocrate de Willy Brandt qui propose aux travailleurs 8 % d'augmentation annuelle des salaires, alors que les syndicats, pourtant fort modérés, exigent 15 %.*

A FAUTÉ

## La manifestation du MLAC

*« pas d'enfants à la chaîne, pas de chaîne pour les enfants — C'est pas aux députés, c'est aux femmes de décider ! »*

# 8 000 DANS LA RUE A PARIS
# 11 AVORTEMENTS A BESANÇON

**Ni trêve, ni compromis.** C'est ce qu'ont tenu à affirmer samedi les 7 à 8000 manifestantes et manifestants qui, de la République à la Nation, ont exigé la libéralisation immédiate de l'avortement et de la contraception. Convoquée par la coordination des comités parisiens contre le gré d'un certain nombre de membres fondateurs du MLAC, organisée et prise en charge collectivement et démocratiquement par les comités de base et les groupes femmes malgré les obstacles multipliés du Bureau National, cette manifestation a été à tous points de vue un plein succès. Tout au long du parcours, de nombreuses interventions ont été faites en direction de toutes celles et tous ceux qui, sur les trottoirs, s'étonnaient de voir cette manifestation se tenir malgré la « trêve électorale » : **« La bourgeoisie veut gagner le vote des femmes. Pour voter, elles sont assez grandes ! Pas pour décider de leurs maternités ! La nouvelle loi qu'on nous mijote accorde l'avortement aux « femmes en détresse ». Mais qui décide de notre détresse ? Oui la juge quand l'enfant qui naît n'est pas désiré, quand nous vivons notre sexualité dans la hantise d'une grossesse (...) ? Nous voulons des enfants aimés. Nous voulons des enfants heureux. Les mettre au monde, d'accord, mais dans quel monde ? Nous ne voulons pas que ce soit un monde d'exploitation et d'oppression' un monde où on nous refuse l'avortement et la contraception libres et gratuits mais où les enfants qui naissent n'ont pas de berceaux et de crèches pour les accueillir. Un monde où une femme qui avorte est considérée et poursuivie comme une meurtrière, mais où l'enfant qui naît sans père est au rebut de la société ».**

*Photo Elie Kagan*

### UNE MOBILISATION NATIONALE

Mais le 20 avril n'était pas seulement l'occasion d'une manifestation parisienne. Partout où cela a été possible, des manifestations, des rassemblements, des meetings ont été organisés. A Besançon, un communiqué du MLAC annonçait samedi soir que 11 avortements avaient été pratiqués dans l'après-midi selon la méthode Karman. **« Aujourd'hui, ajoute le communiqué, le cirque électoral est commencé et chacun va chanter son couplet sur l'avortement et la contraception, mais seule notre lutte, nous le savons très bien, peut permettre la réalisation de nos objectifs. Nous ne pouvons, conclue-t-il, continuer à gérer la pénurie. L'avortement doit être considéré comme un acte médical comme les autres ».**

Cette journée nationale d'action a été un large succès, qui stimulera l'action des comités MLAC et des groupes femmes pour qu'à l'occasion du 1er mai s'affirme une fois de plus la volonté de ne pas céder et d'obtenir que la contraception et l'avortement soient libres et remboursés par la Sécurité Sociale, y compris pour les mineures.

## prisons

# MENDE : CHEF-LIEU DE LA TORTURE

Depuis plusieurs jours à Mende, la manifestation sur la prison a remplacé les élections dans les conversations de bistrot. Mende, chef-lieu de la Lozère, c'est aussi le chef-lieu de la torture.

La prison de Mende comporte un quartier de force où sont enfermés 25 détenus. Là on assassine à petit feu dans le meilleur style nazi. Aucune des règles du Code Pénal n'est appliquée. Le juge d'application des peines ferme les yeux sur les brutalités des 30 surveillants. Il n'y a pas d'infirmerie ni de service social.

Les détenus sont perpétuellement seuls... avec des matons pour les tabasser au moindre mot. Les conditions sont insupportables : en plein XXème siècle, les détenus n'ont pour manger qu'une cuiller en bois. La fouille corporelle est quotidienne, le buste en avant, en faisant baisser pour « contrôler » le trou du cul et voir si les testicules ne cachent rien.

On n'y reste que deux ans, c'est la limite du supportable. Toute tentative de suicide est réprimée par 15 jours de mitard où les traitements sont pires encore. Pour certains, Maurice Gateau, ancien de Mende, est mort ; pour d'autres il a été transféré en hôpital psychiatrique. Deux garçons, après un « stage » à Mende expliquaient qu'ils ne pouvaient plus se masturber : « impuissances périodiques » leur assura le médecin. Deux ans après, leur état n'avait pas changé.

Le personnel et les autorités locales démentent. Mais les anciens détenus comme Christian Saintier sont prêts à témoigner. D'autre part, le Comité d'Action des Prisonniers n'a jamais été attaqué pour diffamation. A Mende, sont commis des crimes que la loi elle-même enjoint de dénoncer. Mais il n'y a rien à attendre de la loi puisque c'est le ministre de la Justice qui signe l'ordonnance de transfert, puisque c'est Taittinger qui réclame un régime pénitentiaire pour certains détenus.

### HALTE AUX ASSASSINATS !

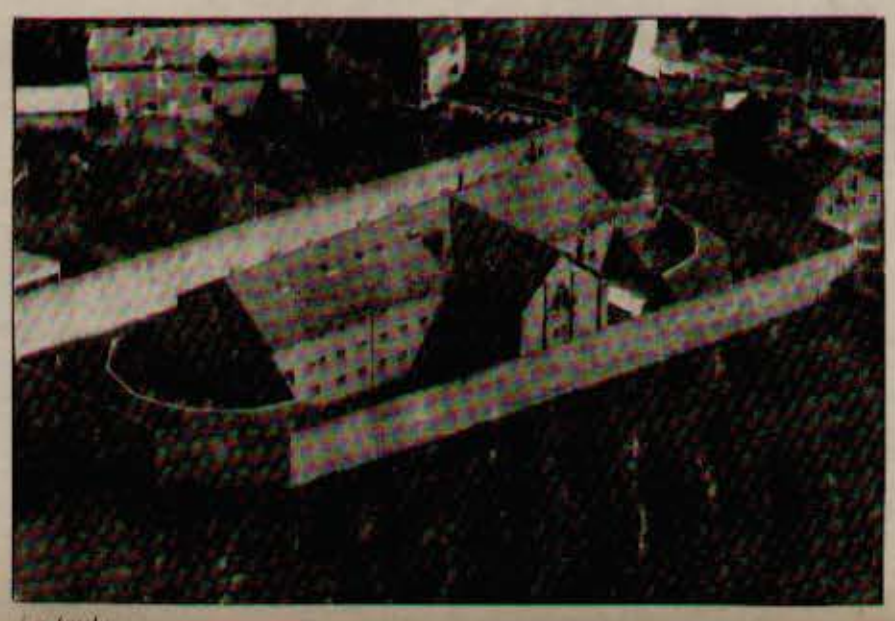
La manifestation du CAP a réuni 300 participants de toute la France. Le cortège a d'abord parcouru les rues de Mende, informant la population par tracts et vente du journal du CAP. Les accès à la prison étaient barrés par 120 gardes mobiles. Les manifestants sont montés sur la colline surplombant la prison. Un ancien détenu du CAP a alors salué par mégaphone les prisonniers de Mende et lancé le mot d'ordre repris par les manifestants : Suppression de la prison de Mende ! Halte aux assassinats ! Le CAP a ensuite porté une pétition à la préfecture, au palais de Justice, et à la mairie, demandant l'ouverture d'une enquête sur les conditions de détention à Mende, la communication publique de ses résultats dans les plus brefs délais.

Après la suppression du quartier de force de la prison de Mende, le CAP veillera à ce que nulle part ailleurs on ne le reconstruise.

Pour les militants du CAP, la délinquance est un acte délictuel qui correspond à une société délictuelle. Leur mot d'ordre « A bas la prison » s'intègre dans un combat pour changer toute la société dont la prison n'est qu'un rouage. Les prisonniers sont à 99 % des fils de travailleurs ; pour les militants du CAP, le combat des prisonniers rejoint celui de la classe ouvrière.

Suppression de la prison de Mende !

Ce n'est qu'un début, le combat continue !


*La taule*

**Pour se renseigner, pour soutenir l'activite du CAP écrire au CAP, 15 rue des Trois Frères 75018 PARIS**
**Envoyer du fric au CCP 3403673 La Source**

## pointes rouges

### PARIS 19 AVRIL, ENCORE LA LOI ANTI-CASSEURS

● *Parce qu'ils n'avaient pu rentrer dans le Parc des Expositions de la Porte de Versailles où se déroulait un festival pop, des dizaines de jeunes gens ont exprimé leur mauvaise humeur dans les stations de métro : Convention et Pasteur. Quelques appareils distributeurs de confiserie en ont fait les frais. La police est aussitôt intervenue, arrêtant 32 personnes. Gardées à vue, elles risquent d'être inculpées pour infraction à la trop fameuse loi anti-casseurs, loi, ne l'oublions pas, proposée par le gouvernement du « très libéral » Chaban-Delmas.*

### ANGERS : EXCLUSION DE LYCEENS

● *Depuis plusieurs jours, le lycée Chevrollier est en lutte pour le droit de réunion, le droit d'affichage, la mixité des cours de récréation. Cette lutte est soutenue par les syndicats SGEN et SNES. Les élèves ayant envoyé leurs délégués chez le proviseur, celui-ci refuse de négocier. Une pétition soutenant les revendications recueille 800 signatures.*

*Vendredi 19, une AG massive a décidé d'une demi-journée de grève. Le soir même, 5 élèves sont exclus. Aujourd'hui, la riposte s'organise pour la réintégration de nos camarades, la satisfaction des revendications.*

### LILLE : CONTRE LE PARKING

● *La police a violemment chargé samedi un « pique-nique » organisé contre la construction d'un parking qui supprimera les arbres et la pelouse de la place de la République. 30 personnes ont été interpellées puis relâchées. Tout au long de la journée, le nombre des « pique-niqueurs » a crû jusqu'à atteindre plusieurs centaines.*

### ROMANS

● *Jeudi dernier, la police envahissait le local de Romans du mouvement CHOISIR pour y interpeller 20 militantes et femmes enceintes.*

*Le 20 avril, plusieurs de celles-ci ont tenu une conférence de presse à laquelle participaient CHOISIR, le MLAC, le Planning Familial, des représentants locaux du PCF, du PS et de la FEN.*

*C'est au cours de cette conférence qu'il a été décidé l'ouverture d'un centre d'avortement à Romans. Cette mesure s'imposait puisqu'une trentaine de femmes chaque jour prennent contact avec CHOISIR et une dizaine d'avortements sont pratiqués par semaine.*

### UN ESPAGNOL ANTI-FRANQUISTE REFOULE VERS LA BELGIQUE

● *Paris 20 avril. Un militant antifranquiste espagnol, Octavio Alberola Surinach, a été interpellé par la police mercredi au métro Rambuteau. On précise vendredi soir de source autorisée qu'il était entré irrégulièrement en France le 11 avril venant de Belgique et qu'il a fait l'objet d'une mesure de refoulement vers la Belgique.*

### ASSEMBLEE – DEBAT A DARBOY

● **Une assemblée-débat de soutien aux grévistes de l'Imprimerie Darboy a réuni 150 personnes samedi 20 avril à l'école Marcellin Berthelot de Montreuil. Entamant leur huitième semaine d'occupation, les camarades de Darboy ont obtenu satisfaction en ce qui concerne le paiement des indemnités de licenciement. Mais le tribunal a fixé leur expulsion au 6 mai. Ils ne bénéficieront pas de l'appui du syndicat du Livre, qui pose comme condition de son soutien l'arrêt de la production.**

## Une affaire privée

■On se rappelle la mésaventure du Capitaine Delas qui avait « plongé » soixante jours durant pour avoir manqué à « l'obligation de réserve » en signant dans « le Monde » un article qui fit quelque bruit.

Le contre-amiral De Gaulle, dit Sosthène, lui, que n'épargnèrent pas naguère les tentations « légitimistes » n'est pas tenu à la même réserve: Il se déclare tout de go partisan de Chaban. Le Général Mitterrand, dont le nom vous rappelle peut-être quelque chose, proteste. Les députés socialistes lui emboîtent le pas. Sommé de répondre, Galley fait preuve de son habituel culot : c'est une « affaire privée ».

Une supposition : imaginons que chaque bidasse ait sa petite idée sur son candidat préféré et tienne absolument à le faire savoir ? Ça peut arriver, après tout, Sosthène a l'air plutôt moins futé que le commun des bidasses. Cela peut faire beaucoup d'affaires privées, tout ça... Espérons que Galley n'aura pas changé d'avis entre temps...

## Ah les belles manoeuvres...

■On a les partenaires qu'on mérite. D'habitude, la marine de guerre française se satisfait de manœuvrer avec l'espagnole. Aujourd'hui, elle a trouvé mieux : la marine sud-africaine avec qui elle fait joujou au large des côtes de l'Afrique australe.

Comme il l'a dit et répété lui-même, l'amiral de Joybert qui supervise tout ça, ne fait pas de politique. Il se contente de défendre l'Occident chrétien aux portes du Cap... L'ennemi peut surgir partout !

## Les apprentis Pinochet

**Un qui doit être bien embêté, c'est Jean-Marie Le Pen. L'essentiel pour lui, c'est *« La décadence morale et sociale qui ronge la France comme un cancer et qui menace la Famille, l'Ecole, le Travail et la Nation »* (interview à la radio du 20 avril). Or, il lui faut maintenant compter sur la concurrence déloyale de Royer qui non seulement reprend les mêmes thèmes, mais exige lui aussi *« une application juste et ferme de la loi »*. Les anciens copains de Le Pen n'ont pas, eux, les mêmes embarras : les comités Faire Front (ex-Ordre Nouveau) qui ont scissionné du Front National de Le Pen rejettent l'initiative de celui-ci et appellent à soutenir le « candidat le mieux placé pour battre MM. Mitterrand et Chaban-Delmas ». Traduisez : Giscard ou Royer. Nous sommes fixés.**

## Surtout, faites comme chez vous !

**15 ans de pouvoir auront suffi à l'UDR pour se croire partout chez elle. Ainsi au ministère des Affaires Culturelles : la CGT et la CFDT ont dénoncé l'impression de tracts électoraux au profit de Chaban-Delmas *au sein même du ministère !***

**La réponse du ministère des Affaires Culturelles est très embarrassée. Dans un communiqué, il affirmera la véracité des faits, en les relativisant : certes, un texte politique de Chaban a été photocopié, mais c'était « en petit nombre », certes, il s'agit d'un *« incident regrettable, mais mineur »* ; et en tout cas, ça ne justifie en rien les « commentaires démesurés de certaines organisations syndicales »... Pourtant, l'affaire du photocopieur de Peyrefitte est plus qu'un « fait divers », c'est un symbole !**

## Il y a 7 ans, Athènes

● Il y a sept ans, le 21 avril 1967, les chars de l'armée grecque envahissaient Athènes. Quelques jours plus tard, le régime des colonels était mis en place, avec à sa tête un ancien agent de la CIA, Papadopoulos. En deux ou trois heures, les tankistes des bases militaires du Nord avaient stoppé la remontée formidable du mouvement ouvrier. Une fois de plus, le réformisme s'était soldé par une lourde défaite. Dès lors, policiers et militaires réouvrirent les anciens camps de concentration pour y interner les « opposants », c'est à dire tous ceux qui ne voulaient pas vivre avec un fusil dans le dos. A Corfoue, à Yaros, les tortures, les simulacres d'exécution reprirent comme par le passé.

Dans les locaux de l'armée, des centaines de militants subirent les pires sévices, jusqu'à ce que les étudiants et les ouvriers descendent dans la rue. Alors s'ouvrit l'ère de la libéralisation, bien vite stoppée par la révolte de Polytechnique en 1973.

Papadopoulos n'avait pas su prévoir, pire, n'avait pas jugulé l'explosion. La répression féroce (des centaines de morts) n'avait pas suffi. Papadopoulos, dés lors, devait céder la place à l'aile la plus dure des centurions. Ghizikis, général, remplaçait le colonel d'hier. Et à nouveau la répression reprenait le dessus sur la prétendue libéralisation. A nouveau les prisons se remplirent, les tortures recommencérent, Yaros fut réouvert.

Sept ans d'oppression n'ont pas su briser le mouvement ouvrier renaissant. Papadopoulos s'y est cassé le nez. Il en sera de même pour Ghizikis.

Et lorsqu'à nouveau ouvriers et étudiants s'affronteront aux forces de répression, le cri unanime sera comme en 1973 : « Vive la Révolution Socialiste ! »

*Dans les rues d'Athènes*

## Complicité dans la menace d'expulsion de Asala Ider

● Président de l'Association des Marocains en France, Asala passera, mercredi prochain, devant la commission spéciale des expulsions sous le rétexte de « non respect de la neutralité politique sur le territoire français ». La décision définitive appartient d'ores et déjà à Chirac, ministre de l'Intérieur. Preuve est ainsi faite, encore une fois, que, même en période électorale, les immigrés n'ont qu'un droit celui de se taire. Surtout, comme c'est actuellement le cas, lorsque de gros intérêts sont en jeu.

Dlimi, l'un des principaux ministres d'Hassan II, est venu à Paris récemment pour tenter de développer une « amicale » liée de très près à la CFT et manifestement boudée par les Marocains résidant en France. L'Association d'Asala Ider constitue pour lui un obstacle que le gouvernement français se charge aujourd'hui d'écarter.

La complicité du gouvernement français dans cette affaire n'a pas de quoi nous étonner : elle fait suite à la longue expérience de collaboration policière dont l'affaire Ben Barka est la réalisation la plus connue.

## Ethiopie : 200 000 dans la rue contre le roi des rois

● Le trône impérial en tremble encore d'émoi. La plus grande manifestation jamais vue dans la capitale éthiopienne s'est déroulée samedi 20 avril, pendant plus de quatre heures, scandant des slogans hostiles au nouveau premier ministre, en place depuis moins d'un mois, et à la famille impériale : **« Le pouvoir au peuple, pas à la famille impériale ! Jugement des corrompus par le peuple ! Liberté, révolution ! »**

Organisée à l'origine par les musulmans pour exiger l'égalité des droits entre chrétiens et musulmans (les musulmans qui représentent un peu moins de 50 % de la population n'ont pas accès à la propriété, n'ont pas le droit de se constituer en associations, et sont sous la domination culturelle de la communauté chrétienne), cette manifestation s'est peu à peu transformée en un vaste rassemblement de tous les opposants au régime impérial.

le quotidien ROUGE
10, impasse Guéménée
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication : Daniel Bensaïd

## encore chaud

### QUAND ILS REECRIVENT LA LOI

■*Dans son discours sur les libertés prononcé à Rouen le 19 avril, Chaban promet que les écoutes téléphoniques ne pourront être ordonnées à l'avenir* **« qu'avec l'accord de l'autorité judiciaire »**. *Quelle audace ! Dommage pour Chaban que cette grande réforme soit déjà inscrite dans le Code. A moins qu'il n'admette que la loi est systématiquement violée par ceux qui mettent en place les écoutes. Par Chirac, par exemple, qui vient d'installer 2000 bretelles supplémentaires.*

### A L'UNANIMITE

■*Pierre Marcilhacy a déclaré soutenir Mitterrand* **« parce qu'il va falloir imposer des sacrifices au pays. Ces sacrifices seront d'autant mieux acceptés par ceux en souffriront le plus, c'est à dire les moins riches, si c'est un homme à eux qui les leur demande »**. *C'est clair, mais pas original....*

*Marchais avait déjà déclaré en janvier 73 :* **« Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance »** *(22-1-73). Et Deferre à la même époque :* **« La présence des communistes au gouvernement n'est pas un danger. Je dirais même que c'est une nécessité si nous voulons appliquer un gouvernement de gauche sans qu'il y ait de troubles ou bien de grèves ».**

### LA MORT DANS L'AME

■**« L'UDR ayant décidé de soutenir Jacques Chaban-Delmas, je suis solidaire de cette décision »** *a déclaré Messmer à Metz. Sans enthousiasme. C'est le premier soutien public de Messmer à Chaban. Mais il n'a pas fallu moins de 13 jours à Pierre-Auguste pour se remettre de son entrevue-éclair avec Chaban, le jour de sa candidature-éclair.*

### VISITE A MADRID DU GENERAL JEAN CALLET

■*Madrid 19 avril. Le général Jean Callet, directeur du Centre de Hautes Etudes Militaires de Paris, a fait vendredi soir un exposé détaillé de la stratégie française de dissuasion à l'Institut espagnol d'Etudes Stratégiques de Madrid. la présence à Madrid du général Callet, a déclaré l'amiral Viniegra en présentant son hôte à l'auditore, est une « preuve de l'union qui existe entre les forces armées de nos deux pays ».*

### REPRISE EN MAINS DE LA JUSTICE ?

■*Le Syndicat de la Magistrature vient d'adresser une motion à Poher, au Garde des Sceaux et aux candidats à l'élection présidentielle pour dénoncer les tentatives de reprise en mains de l'appareil judiciaire par la chancellerie. Celle-ci tente en effet de raccourcir le temps de scolarité à l'Ecole Nationale de la Magistrature. Cette mesure, avec d'autres plus anciennes (mutations dans la direction de l'Ecole) vise à former plus vite des juges qui ne pensent pas trop,mais soient de bons techniciens c'est à dire de fidfes exécutants d'une justice de classe.*

*C'est la deuxième intervention du Syndicat de la Magistrature dans cette campagne : un questionnaire a été envoyé le 13 avril aux différents candidats à propos de l'utilisation des fichiers électroniques par la police et la justice. Nous y répondrons prochainement dans un article sur le projet SAFARI de connexion des différents fichiers existants.*